**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BASSIN D'AURILLAC**

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU JEUDI 19 DÉCEMBRE 2024**

La séance est ouverte à 20 heures 30, sous la présidence de M. Pierre MATHONIER, Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac.

ORDRE DU JOUR

- A- DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE
- B- PRESENCES/ ABSENCES/ PROCURATIONS
- C- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE PRECEDENTE
- D- ORDRE DU JOUR DES DELIBERATIONS

**GROUPE A
FINANCES**

- N° 1 : Adhésion aux Associations et Organismes de droit privé pour l'exercice 2025
- N° 2 : Versement d'une subvention de fonctionnement à l'Association Accent Jeunes au titre de l'exercice 2025
- N° 3 : Versement d'une subvention de fonctionnement au CPIE au titre de l'exercice 2025
- N° 4 : Versement d'une subvention de fonctionnement au Centre de Formation Omnisports au titre de l'exercice 2025
- N° 5 : Exercice budgétaire 2025 : utilisation anticipée des crédits d'investissement avant le vote du budget
- N° 6 : Détermination du montant 2025 des Attributions de Compensation
- N° 7 : Admissions en non valeur
- N° 8 : ZAC du Puy d'Esban - Garantie d'emprunt
- N° 9 : Clôture du Budget Annexe du PLIE

MARCHES

- N° 10 : Attribution des accords-cadres pour le transfert et le traitement des déchets pour le lot n°1 - encombrants et pour le lot n°2 - matières d'assainissement
- N° 11 : Convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à la passation des marchés d'études concernant les révisions du PLUi-H de la CABA et du Schéma de Cohérence Territoriale du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

N° 12 : Ouverture dominicale des commerces sur la Ville d'Aurillac - Année 2025

TOURISME

N° 13 : Campings communautaires - Tarifs journaliers, tarifs des locations et régime de réductions tarifaires

N° 14 : Tarifs de location 2025 du centre d'accueil et de séjours collectifs pour enfants et adolescents de Lascelles

POLITIQUE DE LA VILLE

N° 15 : Contrat de Ville 2024/2030 - Convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans le quartier prioritaire "Aurillac Sud"

ENVIRONNEMENT

N° 16 : Reprise des journaux papiers magazines - JRM (PAPREC SUD OUEST 46)

TRANSPORTS

N° 17 : Avenant n°6 au Contrat d'Obligations de Service Public pour l'exploitation du réseau de transport public urbain – SA-SPL STABUS

N° 18 : Renouvellement de la convention de partenariat entre le CCAS d'Aurillac et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac concernant la desserte du Clos des Alouettes par les moyens du Transport pour les Personnes à Mobilité Réduite

N° 19 : Versement Mobilités - Principes d'exonération

N° 20 : Prolongation de la validité du règlement d'intervention de la CABA pour l'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique et modification des pièces justificatives

URBANISME ET HABITAT

N° 21 : Engagement de la CABA dans le Pacte Territorial France Rénov'

ADMINISTRATION GENERALE

N° 22 : Reconnaissance de l'intérêt communautaire de l'animation et de la concertation de bassin versant au titre de la compétence optionnelle " protection et mise en valeur de l'environnement " (complète la délibération n°DEL_2021_168)

N° 23 : Revalorisation salariale - Contractuels permanents

N° 24 : Tarifs applicables sur les aires d'accueil permanentes des Gens du Voyage de la CABA et sur l'aire de grand passage de Leyritz à compter du 1er janvier 2025

N° 25 : Mise en œuvre d'un organigramme pyramidé avec grades chapeaux et affectation du groupe IFSE (RIFSEEP) d'appartenance - Annule et remplace la délibération DEL_2024_137 du 14 octobre 2024

N° 26 : Fixation des tarifs aéroportuaires à compter du 1er janvier 2025

N° 27 : Cession à la Commune d'Aurillac des parties de parcelles CM 48 et 50 - Avenue du Général Leclerc - Aurillac

N° 28 : Fonctionnement de la CABA - Délégation du Conseil au Bureau et au Président - Autorisation de subdélégation de signature du Président au profit des membres de la Direction Générale ou des Responsables de Service (complète les délibérations

n° DEL_2020_056 et n° DEL_2021_152)

N° 29 : Modification du règlement communautaire du service public de l'eau potable

N° 30 : Immeuble de la Paix - Convention de remboursement des fluides et de la maintenance entre la CABA et la SEBA 15

N° 31 : Tableau des effectifs - Décembre 2024

GROUPE B

FINANCES

N° 32 : Versement d'une subvention de fonctionnement à la Mission Locale au titre de l'exercice 2025

N° 33 : Décision Modificative 2024/03

MARCHES

N° 34 : Attribution des marchés d'assurances pour la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

N° 35 : Convention 2024-2026 de partenariat et attributive de subvention à Initiative Cantal

TRAVAUX ET RESEAUX

N° 36 : Tarifs 2025 des services de l'Eau et de l'Assainissement

ENVIRONNEMENT

N° 37 : Tarifs 2025 du budget "Déchets Ménagers et Assimilés"

N° 38 : Convention de coopération pour la prise en charge de la valorisation des ordures ménagères résiduelles de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac et des Communautés de Communes de Cère et Goul en Carladès et de la Châtaigneraie Cantalienne sur le Pôle de valorisation VERNEA

TRANSPORTS

N° 39 : Approbation de la Charte du Pôle des Mobilités Durables portée par l'AFAPCA

N° 40 : Approbation du Schéma Communautaire des Mobilités de la CABA valant Plan de Mobilité Simplifié

ADMINISTRATION GENERALE

N° 41 : Modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac - Changement de dénomination

N° 42 : Avenant n°2 à la convention portant création d'une entente entre les Communautés de Communes de Cère et Goul en Carladès, de la Châtaigneraie Cantalienne et la CABA pour la mise en oeuvre de la compétence "Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations" (GEMAPI)

E- DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL DEPUIS LA SEANCE PRECEDENTE

F- QUESTIONS DIVERSES

M. LE PRÉSIDENT.- Je vous propose que nous débutions cette séance de Conseil Communautaire.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Nous devons désigner un secrétaire de séance. Nous désignons Sébastien PRAT qui assurera ces fonctions de secrétaire de séance.

APPEL DES CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

Je vais procéder à l'appel.

Yves ALEXANDRE : absent

Catherine AMALRIC : absente

Ginette APCHIN : présente

Michel BAISSAC : présent

Jean-François BARRIER : absent, suppléé par Marie-Brigitte CROZAT

Yvette BASTID : présente

Elisa BASTIDE : absente, représentée par Philippe MARIOU

Jamal BELAÏDI : présent

Patricia BENITO : absente, représentée par Michel BAISSAC

Bernard BERTHELIER : présent

Hubert BONHOMMET : présent à partir de 20 h 50

Vanessa BONNEFOY : absente, représentée par Christophe PESTRINAUX

Nadine BRUEL : présente

Elise BRUGIERE : absente, représentée par Stéphane FRÉCHOU

Michel COSNIER : absent, représenté par Jean-Louis PRAX

Philippe COUDERC : présent

Alain COUDON : présent

Thierry CRUEGHE : présent

Charly DELAMAIDE : présent

Stéphanie DELORME : absente

Géraud DELPUECH : absent, représenté par Jean-Paul NICOLAS

Aurélie DEMOULIN : absente, représentée par Sébastien PRAT

Jean-Luc DONEYS : absent, représenté par Maryline MONTEILLET

Louis ESTEVES : absent, représenté par Jean-Luc LENTIER

Philippe FABRE : présent

Dominique FABREGUES : absent, représenté par Bernadette GINEZ

Jean-Michel FAUBLADIER : présent

Claudine FLEY : absente, représentée par Charly DELAMAIDE

Daniel FLORY : présent

Stéphane FRÉCHOU : présent

Christian FRICOT : présent

Cécile GANE : présente

Nathalie GARDES : présente

Bernadette GINEZ : présente

Frédéric GODBARGE : présent

Mireille LABORIE : absente, représentée par Christian FRICOT

Sylvie LACHAIZE : absente, représentée par Jamal BELAÏDI

Evelyne LADRAS : absente, représentée par Christian POULHES

Isabelle LANTUÉJOUL : présente

Dominique LAVIGNE : présente

Jean-Luc LENTIER : présent

David LOPEZ : présent

Philippe MARIOU : présent
 Jacqueline MARTINEZ-SÉVERAC : absente, représentée par Alain COUDON
 Angélique MARTINS : présente
 Pierre MATHONIER : présent
 Magali MAUREL : présente
 Philippe MAURS : présent
 Chloé MOLES : absente
 Maryline MONTEILLET : présente
 Maxime MURATET : absent, représenté par Bernard BERTHELIER
 Jean-Paul NICOLAS : présent
 Christophe PESTRINAUX : présent
 Jean-Pierre PICARD : présent
 Christian POULHES : présent
 Gérard PRADAL : présent
 Sébastien PRAT : présent
 Jean-Louis PRAX : présent
 Jean-François RODIER : présent
 Valérie RUEDA : absente, représentée par Pierre MATHONIER
 Guy SENAUD : présent
 Philippe SENAUD : présent
 Frédéric SERAGER : absent, représenté par Magali MAUREL
 Nicole SOULENQ-COUSSAIN : présente
 Jean-Luc TOURLAN : présent
 Jean-Louis VIDAL : absent
 Julien VIDALINC : présent
 Véronique VISY : présente.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 OCTOBRE 2024

Avez-vous des observations à faire sur le procès-verbal de la séance précédente ? Non.

Pas d'oppositions.

Pas d'abstentions.

Le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du 14 octobre 2024 est adopté à l'unanimité.

ADOPTION GLOBALE DES DÉLIBÉRATIONS DU GROUPE A

Nous avons mis un certain nombre de délibérations en groupe A. Le Bureau Communautaire a fait le tri. Les délibérations qui ont été classées en groupe A sont les suivantes :

En finances :

- La délibération n° 1 : Adhésion aux associations et organismes de droit privé pour l'exercice 2025

- La délibération n° 2 : Versement d'une subvention de fonctionnement à l'association Accent Jeunes pour 2025. Madame MARTINS et Monsieur COSNIER ne prennent pas part au vote.

- La délibération n° 3 : Versement d'une subvention de fonctionnement au CPIE au titre de l'exercice 2025. Messieurs FRECHOU, LENTIER, MARIOU et Madame LABORIE ne prennent pas part au vote.

- La délibération n° 4 : Versement d'une subvention de fonctionnement au Centre de Formation Omnisports au titre de l'année 2025

- La délibération n° 5 : Exercice budgétaire 2025 – Utilisation anticipée des crédits

d'investissement avant le vote du budget

- La délibération n° 6 : Détermination du montant 2025 des Attributions de Compensation
- La délibération n° 7 : Admissions en non-valeur
- La délibération n° 8 : Garantie d'emprunt pour la ZAC du Puy d'Esban. C'est un renouvellement pour prolonger l'emprunt au profit de la SEBA 15. Messieurs MATHONIER, COUDON, BERTHELIER, PESTRINAUX et Mesdames GINEZ et LANTUEJOUL ne prennent pas part au vote.
- La délibération n° 9 : Clôture du Budget Annexe du PLIE

Au titre des marchés :

- La délibération n° 10 : Attribution des accords-cadres pour le transfert et le traitement des déchets pour le lot n° 1 « encombrants » et pour le lot n° 2 « matières d'assainissement »
- La délibération n° 11 : Convention constitutive d'un groupement de commandes relatif à la passation des marchés d'études concernant les révisions du PLUi-H de la CABA et du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie

Pour le développement économique et l'enseignement supérieur :

- La délibération n° 12 : Ouverture dominicale des commerces sur la Ville d'Aurillac pour l'année 2025

En ce qui concerne le tourisme :

- La délibération n° 13 : Campings communautaires – Tarifs journaliers, tarifs de locations et régime de réductions tarifaires
- La délibération n° 14 : Tarifs de location 2025 du Centre d'accueil et de séjours collectifs pour enfants et adolescents de Lascelles

Au titre de la Politique de la Ville :

- La délibération n° 15 : Contrat de Ville 2024/2030 – Convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties dans le quartier prioritaire « Aurillac Sud »

Pour l'environnement :

- La délibération n° 16 : Reprise des journaux papiers magazines – JRM (PAPREC SUD OUEST 46)

En ce qui concerne les transports :

- La délibération n° 17 : Avenant n°6 au Contrat d'OSP pour l'exploitation du réseau de transport public urbain – SA-SPL STABUS
- La délibération n° 18 : Renouvellement de la convention de partenariat entre le CCAS d'Aurillac et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac concernant la desserte du Clos des Alouettes pour les moyens de transport pour les personnes à mobilité réduite
- La délibération n° 19 : Versement Mobilités – Principes d'exonération
- La délibération n° 20 : Prolongation de la validité du règlement d'intervention de la CABA pour l'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique et modification des pièces justificatives

En ce qui concerne l'urbanisme et l'habitat :

- La délibération n° 21 : Engagement de la CABA dans le Pacte Territorial France Rénov'

En administration générale :

- La délibération n° 22 : Reconnaissance de l'intérêt communautaire de l'animation et de la concertation de bassin versant au titre de la compétence optionnelle « protection et mise en valeur de l'environnement » (GEMAPI)
- La délibération n° 23 : Revalorisation salariale pour les contractuels permanents

- La délibération n° 24 : Tarifs applicables sur les aires d'accueil permanentes des Gens du Voyage de la CABA et sur l'aire de grand passage de Leyritz à compter du 1^{er} janvier 2025
- La délibération n° 25 : Mise en œuvre d'un organigramme pyramidé avec grades chapeaux et affectation du groupe IFSE (RIFSEEP) d'appartenance
- La délibération n° 26 : Fixation des tarifs aéroportuaires à compter du 1^{er} janvier 2025
- La délibération n° 27 : Cession à la Commune d'Aurillac des parcelles CM 48 et 50 – Avenue du Général Leclerc – Aurillac
- La délibération n° 28 : Fonctionnement de la CABA – Délégation du Conseil au Bureau et au Président – Autorisation de subdélégation de signature du Président au profit des membres de la Direction Générale ou des Responsables de Service (complète les délibérations n° DEL_2020_056 et n° DEL_2021_152)
- La délibération n° 29 : Modification du règlement communautaire du service public de l'eau potable
- La délibération n° 30 : Immeuble de la Paix – Convention de remboursement des fluides et de la maintenance entre la CABA et la SEBA 15. Messieurs MATHONIER, COUDON, BERTHELIER, PESTRINAUX et Mesdames GINEZ et LANTUEJOUL ne prennent pas part au vote.
- La délibération n° 31 : Tableau des effectifs – Décembre 2024.

Telles sont les délibérations que le Bureau des Maires a mises en groupe A. Y a-t-il des questions par rapport à ces délibérations ? Monsieur NICOLAS, vous avez la parole.

JP. NICOLAS.- Merci, Monsieur le Président. J'ai une observation à faire par rapport à la délibération n° 10 concernant les assurances « dommages aux biens et risques annexes ». J'ai bien compris que personne n'avait candidaté, qu'il n'y avait pas eu de retour de candidatures par rapport à ce lot-là. Par contre, on nous demande de délibérer sur une délibération où il n'y a ni l'attributaire, ni le montant qui est reporté. Ce qui pose problème quand même.

G. PRADAL.- Reportez-vous à la délibération n° 35.

JP. NICOLAS.- Non, je parle de la délibération n° 10. La délibération n° 35 concerne les lots 2 à 6.

M. LE PRÉSIDENT.- Le lot n° 1 a été retiré parce qu'il n'y a eu aucune candidature pour ce lot.

JP. NICOLAS.- C'est sur le principe que je m'interroge. Sur la délibération que l'on nous demande d'approuver ce soir, il n'y a ni l'attributaire, ni le montant. Ce qui me pose un problème.

M. LE PRÉSIDENT.- Elle est retirée cette délibération.

JP. NICOLAS.- D'accord, mais ce n'était pas signifié. Merci.

G. PRADAL.- Les autres attributions vont venir à la délibération n° 35.

JP. NICOLAS.- Oui, je l'ai vu. Il n'y a pas de souci pour les autres lots, du lot 2 au lot 6.

M. LE PRÉSIDENT.- Pas d'autres observations. Je mets ces délibérations aux voix.
Pas d'oppositions.
Pas d'abstentions.
Les délibérations inscrites en groupe A sont adoptées à l'unanimité des votants.

COMMUNICATIONS DE MONSIEUR LE PRÉSIDENT

Je vais faire quelques propos liminaires avant de commencer l'examen des délibérations du groupe B pour vous informer d'éléments importants qui ont affecté notre Communauté d'Agglomération.

En préambule, et après réflexion, nous sommes tous au courant de la situation dramatique des événements qui se produisent à Mayotte. Je voulais donc vous proposer d'attribuer une subvention dans le cadre d'une procédure qui est initiée par l'AMF ; je vous propose que la Communauté d'Agglomération verse à un organisme désigné par l'AMF 20 000 € en termes de soutien aux Mahorais qui subissent une situation dramatique. Je crois que la demande de l'AMF a été produite mardi. Je vous propose d'accorder une subvention à un organisme qui sera désigné par l'AMF, qui opère auprès des Mahorais, sur l'île de Mayotte. Si vous avez des observations à formuler, vous pouvez vous exprimer. Je vous propose cette décision.

Je regarde les vice-présidents et les maires parce que nous n'avons pas traité de ce sujet en Bureau Communautaire.

Monsieur BELAÏDI, vous avez la parole.

J. BELAÏDI.- Merci, Monsieur le Président. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette aide d'urgence. Avec les images que l'on voit à la télévision, si on n'est pas touché, il faut avoir un cœur en bois. Je me félicite donc que la CABA apporte cette aide d'urgence de 20 000 €, et bien sûr nous ne pouvons que vous encourager et voter un grand oui.

M. LE PRÉSIDENT.- Pas d'oppositions, ni d'abstentions.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

Nous avons un peu anticipé. Dans la décision modificative, nous avons inscrit les 20 000 € puisque je pensais que cela n'allait pas poser de difficulté.

Sur les autres points d'actualité, je voudrais évoquer des points d'actualité communautaire. La passerelle de Mandailles/Saint-Julien a été récompensée par le prix Eiffel. Maryline MONTEILLET a représenté la CABA à l'occasion de cette remise de prix. Veux-tu dire un mot là-dessus, Maryline ? Je crois que cela s'est bien passé.

M. MONTEILLET.- La passerelle de Mandailles a reçu le prix Eiffel. Ce que j'avais dit au Bureau, c'est que c'est une valorisation du travail architectural porté à la fois par les entreprises et par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'architecte.

M. LE PRÉSIDENT.- L'architecte, c'est Simon TEYSSOU. Le bureau d'études, c'est IGETEC, et c'est E.C.M.B. qui l'a construite.

Le 23 novembre dernier, s'est tenu le séminaire des Élus et de l'Exécutif de la Communauté d'Agglomération pour faire le point sur l'avancement du Projet de Territoire. Cela s'est déroulé sur la commune de Lacapelle-Viescamp, au restaurant du Lac, chez M. MONTEILLET. À l'introduction de ce séminaire, une présentation a été faite par l'agence Double Salto qui nous a présenté à la fois le visuel, le nouveau logo de la CABA et la nouvelle dénomination. S'agissant du logo et du nouveau visuel, nous le dévoilerons aux vœux de la CABA, le 10 janvier. Il y aura une conférence de presse le lundi suivant pour que Double Salto puisse expliquer la démarche qui a présidé à ce choix de ce visuel.

Le nouveau nom de la CABA – nous le verrons dans les délibérations – sera Aurillac Agglomération. Nathalie GARDES nous expliquera dans la délibération les raisons et les motivations de ce changement et le choix de ce nouveau terme.

Je voudrais évoquer la conférence de presse du Festival Aurillac en Scène. Le 27 novembre, s'est tenue la conférence de presse pour annoncer le Festival Aurillac en Scène qui se

déroulera les 6 et 7 juin prochains. Ce sera la 4^{ème} édition du festival. Monsieur DELAMAIDE, vous voulez peut-être dire quelques mots sur le niveau des réservations.

C. DELAMAIDE.- Les réservations se passent plutôt bien puisque nous sommes à ce jour à plus de 4 200 billets vendus dont 906 pass 2 jours. Je rappelle que nous avons fixé un objectif, dans le cadre du budget prévisionnel, de 9 000 billets vendus, et nous sommes à ce jour à 47 % de l'objectif ; ce qui est plutôt bien ; nous espérons qu'il y aura un coup d'accélérateur encore d'ici Noël. Voilà, les choses se passent à peu près normalement. Je pense que nous rencontrons quand même un succès relatif, même si nous sentons un peu, par rapport au contexte économique et politique, quelques pieds levés, mais nous sommes quand même bien dans des objectifs que nous nous sommes fixés pour l'instant.

M. LE PRÉSIDENT.- Un autre événement qui a marqué notre Communauté d'Agglomération, c'était l'inauguration des ombrières du Centre Aquatique qui s'est déroulée le 5 décembre dernier. Cette structure qui est située sur le parking du Centre Aquatique fait 780 m2. C'est 400 000 € d'investissement qui se remboursent en 8 ans puisque c'est de l'autoconsommation ; l'électricité produite est directement consommée par le Centre Aquatique et correspond à peu près à 20 % des besoins en électricité. C'est donc de l'autoconsommation permanente qui s'impute directement sur la facture d'électricité qui, je vous le rappelle, avait fortement augmenté en 2023. Étaient présents M. TEYSSEDOU pour le SDEC puisque c'est le SDEC qui a été notre maître d'œuvre et M. Guy ARTHAUD pour la Société EIFFAGE, qui représentait l'entreprise principale qui a installé les panneaux.

Pour faire un point par rapport au Projet de Territoire sur le photovoltaïque, nous allons lancer un AMI (Appel à manifestation d'intérêt) sur les 13 hectares de Tronquières qui sont à côté de l'Aéroport certainement fin janvier pour être prudents. Ces 13 hectares seront mis à disposition d'un opérateur. Au-delà de 3 hectares, nous rentrons dans le champ concurrentiel, et ce n'est vraiment pas le rôle des collectivités de jouer dans ce registre-là, mais nous percevrons un loyer. C'est sur l'ancienne décharge du site de Tronquières.

Sur Souleyrie, il y aura à peu près 1 hectare en autoconsommation ; ce sera une installation pour une autoconsommation pure puisque le site lui-même consommera toute l'électricité produite sur le terrain de Souleyrie.

Les vœux de la CABA auront lieu le 10 janvier, le vendredi soir, à 18 h 30. C'est une innovation puisque ce sera au Stade Jean Alric. Là, vous serez tous invités puisque ce sont les vœux au personnel et aux élus qui se réalisent cette année assez tôt dans le mois. Cela a été la seule solution que nous ayons trouvée.

Les vœux aux acteurs économiques se dérouleront le 23 janvier à 19 heures, à l'Hôtel de Ville d'Aurillac. Ce sont les vœux au monde économique, compte tenu que l'économie est une compétence CABA, mais cela concerne aussi la Ville d'Aurillac. Ce sont des vœux traditionnels.

Enfin, un dernier point. Certains d'entre vous, dans vos communes, vous avez dû recevoir les chiffres du dernier recensement. Nous avons la grande satisfaction de voir la population augmenter sur le territoire de la CABA.

Selon le recensement, au 1^{er} janvier 2024, nous avons 53 703 habitants. Au 1^{er} janvier 2025, la population municipale officielle, ce sont 54 226 habitants. Soit 523 habitants de plus sur le territoire de la CABA. Je rappelle que cela fait maintenant plusieurs années que nous progressons. C'est une satisfaction et cela confirme que nous faisons les bons choix en termes d'attractivité et de dynamisme économique puisque, comme vous le savez, les populations qui s'installent sur une région, soit elles y trouvent du travail, soit elles ont des organismes de santé à proximité. En tout cas, depuis 2016, nous avons une inversion de la courbe démographique qui confirme nos choix stratégiques du quotidien.

Sur les propos liminaires, y a-t-il des observations ou des prises de parole ? Philippe FABRE, vous pouvez intervenir.

P. FABRE.- C'est toujours un plaisir que Mandailles/Saint-Julien soit valorisée à travers les opérations de la CABA, et effectivement cette passerelle est un beau projet. Et puis, je ne résiste pas au plaisir de saluer l'action de Xavier DALL'AGNOL et de Jacques MÉZARD qui ont conduit ce projet dans cette belle commune. C'est un vrai plaisir de voir, après la halle, cette passerelle primée. C'est un bon moment pour le Maire de Mandailles/Saint-Julien.

M. LE PRÉSIDENT.- C'est un moment collectif de satisfaction. Y a-t-il d'autres prises de parole ? Non.

Nous allons débiter par l'examen des délibérations. La première délibération concerne le versement d'une subvention de fonctionnement à la Mission Locale pour l'exercice 2025. C'est M. POULHES qui la présente.

DÉLIBÉRATION N° 32 : FINANCES – VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À LA MISSION LOCALE AU TITRE DE L'EXERCICE 2025
Rapporteur : Monsieur Christian POULHES

C. POULHES.- Merci, Président. C'est un rappel. Depuis de nombreuses années, la Communauté d'Agglomération est un partenaire financier important de la Mission Locale qui intervient principalement auprès des jeunes de moins de 25 ans. L'Association accueille, oriente et accompagne les jeunes en construisant avec eux leur parcours vers l'emploi avec la mobilisation des partenaires locaux, des entreprises, des Collectivités et de l'État.

Dans ce cadre, l'Association s'investit particulièrement dans la mise en œuvre des actions de formation et d'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes qui, pour la plupart, sont en difficulté et exerce donc une mission de service public de proximité qui leur est dédiée.

Tout ceci se passe dans le cadre d'une convention qui est jointe en annexe.

Il vous est proposé de maintenir en 2025 le montant attribué en 2024, c'est-à-dire 164 000 €.

Le Conseil Communautaire doit :

- adopter le projet de convention ;
- autoriser le Premier Vice-Président à signer ladite convention ;
- approuver le versement de cette subvention au titre de l'année 2025 ;
- s'engager à inscrire lors du vote des Budgets Primitifs les crédits nécessaires au Budget Principal, au compte 65748, fonction 424.

M. LE PRÉSIDENT.- Très bien. Y a-t-il des questions ou des observations ? Il vous est donc proposé d'adopter cette subvention pour la Mission Locale qui contribue à intégrer les jeunes dans l'activité économique. S'il n'y a pas de questions, je mets cette délibération au vote.

Messieurs MATHONIER, PRADAL, BONHOMMET, CRUEGHE et Mesdames LANTUEJOUL et MARTINS ne prennent pas part au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 33 est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous remercie.

Nous avons une autre délibération sur les finances qui porte sur la décision modificative n° 3 sur l'exercice 2024. C'est toujours Christian POULHES qui nous la présente.

DÉLIBÉRATION N° 33 : FINANCES – DÉCISION MODIFICATIVE 2024/03
Rapporteur : Monsieur Christian POULHES

C. POULHES.- Il s'agit d'adopter cette troisième Décision Modificative pour l'exercice 2024. Elle concerne notre Budget Principal et trois Budgets Annexes : celui de l'Assainissement, celui du TDMA et celui du Centre Aquatique.

En consolidé, la progression budgétaire est de 190 000 € : 150 000 € impactant le budget de fonctionnement du TDMA et 40 000 € impactant le budget d'investissement de l'Assainissement.

Pour le Budget Principal, la décision modificative initiale a été reprise pour permettre le versement dont il a été question en préambule, c'est-à-dire le versement de 20 000 € en faveur de nos compatriotes de Mayotte via l'AMF.

Elle permet en outre, et sans majoration du budget, de verser 3 subventions de fonctionnement : la première pour le Syndicat Mixte du Puy Mary organisateur des Rencontres Annuelles des Grands Sites de France pour 4 000 € ; l'Association CADAC 15 recevra 150 € et le Club Reilhac Omnisport recevra 300 €.

Pour l'Assainissement, il s'agit, en investissement, d'enregistrer une augmentation de crédits de 40 000 € pour une opération sous mandat pour le compte du SDEC qui apporte la même somme évidemment en recettes.

Pour le Budget du TDMA, les deux sections sont concernées.

En investissement, il s'agit d'un transfert de crédits entre comptes sans conséquence budgétaire.

En fonctionnement, l'enregistrement de 150 000 € de recettes supplémentaires permet d'équilibrer, pour un même montant, les dépenses en raison de l'augmentation des tarifs du Traitement des ordures ménagères.

Pour le Budget Annexe du Centre Aquatique, il s'agit de régularisations comptables entre comptes et sections, sans conséquence budgétaire.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter la Décision Modificative 2024/03 en tant qu'elle concerne le Budget Principal et les Budgets Annexes de l'Assainissement, du TDMA et du Centre Aquatique, ceci conformément aux tableaux joints en annexe.

M. LE PRÉSIDENT.- Merci, Monsieur POULHES.

Y a-t-il des questions sur ce budget modificatif ? Non. Je mets la délibération au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 34 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Nous passons à la délibération n° 35 qui porte sur l'attribution des marchés d'assurances pour la Communauté d'Agglomération. C'est Monsieur PRADAL qui présente cette délibération.

DÉLIBÉRATION N° 34 : MARCHÉS – ATTRIBUTION DES MARCHÉS D'ASSURANCES POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'AURILLAC

Rapporteur : Monsieur Gérard PRADAL

G. PRADAL.- Il s'agit donc de l'attribution des marchés d'assurances pour la Communauté d'Agglomération.

Les différents contrats d'assurance arrivaient à échéance le 31 décembre 2024. Afin de les renouveler, une consultation en procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée. Les contrats de prestations de service validés au titre de celle-ci seront conclus pour une durée de 4 ans à partir du 1^{er} janvier 2025 avec une possibilité de résiliation annuelle sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois par l'une ou l'autre des parties.

Cette consultation d'un montant estimatif de 2 300 000 € HT sur la durée totale du marché est découpée en 6 lots distincts comme suit :

- Le lot 1 « Assurance des dommages aux biens et des risques annexes » pour lequel une deuxième consultation a été lancée, d'un montant de 580 000 € sur 4 ans ;
- Le lot 2 « Assurance des responsabilités et risques annexes », d'un montant de 280 000 € sur 4 ans ;
- Le lot 3 « Assurance des véhicules à moteur et risques annexes », d'un montant de 400 000 € sur 4 ans ;
- Le lot 4 « Assurance de la protection juridique de la collectivité et de la protection fonctionnelle des agents et des élus », d'un montant de 20 000 € sur 4 ans ;
- Le lot 5 « Assurance des prestations statutaires », d'un montant de 1 015 000 € sur 4 ans ;
- Le lot 6 « Assurance de la navigation », d'un montant de 5 000 € sur 4 ans.

Au terme du délai imposé par l'avis d'appel public à concurrence, cinq cabinets d'assurances, courtiers ou assureurs ont déposé une offre pour les lots 2 à 6. Vu qu'aucune offre n'a été déposée pour le lot n° 01 « Assurance des dommages aux biens et des risques annexes », une nouvelle consultation a été lancée, sans publicité ni mise en concurrence selon les dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 23 octobre 2024 pour les lots 2 à 6 et a admis l'ensemble des candidats. Il y a toute une liste de candidats et de propositions. Je ne vais pas vous indiquer toutes les propositions.

Nous allons en venir, si vous le voulez bien, à ce qui a été retenu par la Commission d'Appel d'Offres. Les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont demandé au service gestionnaire en relation avec le Cabinet ARIMA Consultant de procéder à une analyse détaillée de chaque offre présentée.

Au vu du rapport d'analyse et dans le respect des critères de choix des offres énumérés dans le règlement de la consultation, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 13 novembre 2024 a attribué les lots 2 à 6 aux sociétés suivantes, ces offres apparaissant comme économiquement les plus avantageuses :

- Le lot n° 2 « Assurance responsabilités civiles et des risques annexes » a été attribué au Groupement PARIS NORD ASSURANCES SERVICES/AREAS DOMMAGES pour 53 897,93 € ;
- Le lot n° 3 « Assurance véhicules à moteur et des risques annexes » a été attribué au Groupement de la SMACL ASSURANCES SA pour 145 173,55 € ;
- Le lot n° 4 « Assurance protection juridique de la collectivité et protection fonctionnelle des agents et des élus » a été attribué au Groupement de la SMACL ASSURANCES SA pour 5 763,66 € ;
- Le lot n° 5 « Assurances prestations statutaires » a été attribué au Groupement BEAH/ACCELERANT INSURANCE/ACTE-VIE pour 292 215,29 € ;
- Le lot n° 6 « Assurance navigation » a été attribué au Groupement ACL COURTAGE/GENERALI pour 1 347,43 €.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les choix de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 13 novembre, tels que décrits ci-dessous :

* Le lot n° 2 pour 53 897,93 €, attribué au Groupement PARIS NORD ASSURANCES

SERVICES/AREAS DOMMAGES ;

* Le lot n° 3 pour 145 137,55 €, attribué au Groupement de la SMACL ASSURANCES SA ;

* Le lot n° 4 pour 5 763,66 €, attribué au Groupement de la SMACL ASSURANCES SA ;

* Le lot n° 5 pour 292 215,29 €, attribué au Groupement BEAH/ACCELERANT INSURANCE/ACTE-VIE ;

* Le lot n° 6 pour 1 347,43 €, attribué au Groupement ACL COURTAGE/GENERALI.

- d'autoriser le Premier Vice-Président à signer les marchés pour les lots n° 2 à 6 et à en assurer l'exécution.

M. LE PRÉSIDENT.- Merci. Le premier lot n'a pas été attribué. Nous relançons donc une consultation. Les 5 autres lots ont été attribués.

Avez-vous une idée du montant de l'augmentation par rapport à ce qui existait précédemment ?

G. PRADAL.- Je ne connais pas précisément le pourcentage d'augmentation.

M. LE PRÉSIDENT.- J'ai en tête que cela avait augmenté de 30 %.

G. PRADAL.- Oui, il y a eu une augmentation significative, mais je n'ai pas les chiffres exacts. C'est surtout l'assurance véhicules à moteur qui a augmenté. Ce sont des chiffres quand même importants. Il n'est pas facile de trouver des cabinets d'assurances qui veulent prendre en charge nos risques à assurer.

M. LE PRÉSIDENT.- Il est vrai que la presse se fait écho des difficultés que rencontrent les Communes pour s'assurer.

G. PRADAL.- Donc qui dit difficultés dit augmentation du prix des assurances automatiquement.

M. LE PRÉSIDENT.- Y a-t-il des observations ou des questions sur cette délibération ?
Jean-François RODIER a la parole.

JF. RODIER.- Une remarque. En propos introductifs, notre Président nous parlait de Mayotte. Il ne faut pas s'étonner que nous n'arrivions pas à trouver des assureurs pour le lot 1 sur les assurances de dommages.

M. LE PRÉSIDENT.- Oui, c'est sûr.

G. PRADAL.- Nous allons trouver un assureur, mais le montant sera très élevé.

M. LE PRÉSIDENT.- Cela va être certainement un montant de plus du double du montant que nous avons jusqu'à maintenant.
Madame BRUEL, vous avez la parole.

N. BRUEL.- Juste une question. L'assurance « Dommages aux biens » se finit donc normalement le 31 décembre 2024.

M. LE PRÉSIDENT.- Oui.

N. BRUEL.- C'est donc celle qui est actuellement en cours qui perdurera jusqu'à ce que nous ayons un autre candidat du coup, j' imagine. Comment cela se passe-t-il ?

M. LE PRÉSIDENT.- Le contrat s'achève le 31 décembre 2024.

N. BRUEL.- Et alors comment cela se passe-t-il à partir du 1^{er} janvier 2025 ?

M. LE PRÉSIDENT.- Nous devenons notre propre assureur.
Monsieur PESTRINAUX, vous avez la parole.

C. PESTRINAUX.- Excusez-moi. Vous n'avez pas pu négocier une période de six mois supplémentaire ?

G. PRADAL.- Non.

C. PESTRINAUX.- Parce que cela se fait relativement régulièrement.

G. PRADAL.- Nous sommes en attente de trouver un assureur pour ce risque.

M. LE PRÉSIDENT.- Sous réserve de ce lot infructueux, pour lequel nous devenons notre propre assureur au 1^{er} janvier, je vais mettre aux voix la délibération. Il n'y a eu aucune réponse à l'appel d'offres pour ce lot n° 1.

En tout cas, pour les 5 lots qui ont été attribués, je mets cette délibération aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 35 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Nous passons à la délibération n° 36 qui porte sur une convention 2024-2026 de partenariat et attributive de subvention à Initiative Cantal. C'est Madame LANTUÉJOUL qui présente cette délibération.

DÉLIBÉRATION N° 35 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR – CONVENTION 2024-2026 DE PARTENARIAT ET ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION À INITIATIVE CANTAL

Rapporteur : Madame Isabelle LANTUÉJOUL

I. LANTUÉJOUL.- La CABA, dans le cadre de sa compétence économique, souhaite conforter l'accompagnement des porteurs de projet en phase de création, de reprise ou de premier développement de leur entreprise.

Soucieuse de rechercher et favoriser les conditions de réussite des porteurs de projet, la CABA souhaite consolider ses relations de partenariat initiées en 2019 avec la plate-forme Initiative Cantal et développer son ancrage local.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de l'intervention d'Initiative Cantal au réseau Initiative France sur le territoire de la Collectivité.

Initiative Cantal permet l'accès aux prêts bancaires aux porteurs de projet et entrepreneurs en attribuant, entre autres, des prêts d'honneur destinés à conforter leurs apports personnels. Elle les accompagne ensuite pendant les trois premières années.

Les entreprises accompagnées sont de très petites entreprises, dont le nombre de salariés au démarrage est compris entre 0 et 5 personnes. Pour la reprise des petites et moyennes entreprises, Initiative Cantal conforte son accompagnement avec la plate-forme Initiative Auvergne Innovation et Transmission où les prêts d'honneur peuvent atteindre jusqu'à 50 000 €.

Le partenariat entre la CABA et Initiative Cantal porte sur les années 2024 à 2026 avec une subvention annuelle de 8 000 € en 2024, puis de 9 000 € en 2025 et 2026.

Il vous est donc proposé :

- de valider les termes de la convention de partenariat et attributive de subvention, à conclure avec Initiative Cantal pour la période 2024-2026, dont le projet est joint en annexe à la délibération ;

- d'autoriser M. le Premier Vice-Président à signer ladite convention, ainsi que tout acte y afférent.

M. LE PRÉSIDENT.- Merci. Y a-t-il des observations ou des questions sur cette délibération ? Initiative Cantal est un organisme qui accorde des prêts d'honneur, qui aide beaucoup d'entreprises puisque, tous les ans, il est dressé un inventaire des projets soutenus sur le territoire de la CABA par Initiative Cantal. Cela rapporte beaucoup plus que ce que l'on y met, si je peux le formuler ainsi.

Pas de questions. Je mets cette délibération au vote.

B. BERTHELIER.- Monsieur le Président, étant vice-président d'Initiative Cantal, je ne vais pas prendre part au vote.

M. LE PRÉSIDENT.- D'accord.

M. BERTHELIER ne prend pas part au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 36 est adoptée à l'unanimité des votants.

Nous passons à la délibération n° 37 qui porte sur les tarifs 2025 des services de l'eau et de l'assainissement. C'est Monsieur PRADAL qui nous présente cette délibération.

DÉLIBÉRATION N° 36 : TRAVAUX ET RÉSEAUX – TARIFS 2025 DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Monsieur Gérard PRADAL

(Présentation des documents sur écran)

G. PRADAL.- Le tableau qui s'affiche à l'écran présente l'évolution du tarif des abonnements et du prix de l'eau au m³, avec le pourcentage d'évolution entre 2024 et 2025, à redevance Agence de l'Eau fixe.

Ces éléments ont été validés en commission.

L'abonnement annuel sera de 72 € pour l'eau potable et de 49 € pour l'assainissement ; ce qui fait un total d'abonnement de 121 € pour ceux qui sont en assainissement collectif.

Le prix du m³ d'eau sera de 1,53 €.

Le prix du m³ d'assainissement sera de 2,02 €. Ce qui fait un total de 242,40 € pour 120 m³.

Le prélèvement de l'Agence, c'est 0,053 € par m³.

Le prélèvement de l'Agence pour pollution domestique, c'est 0,33 € par m³.

Le prélèvement de l'Agence pour la modernisation des réseaux et collecte, c'est 0,25 €/m³.

La TVA est à 5,50 % pour l'eau et à 10 % pour l'assainissement.

Ce qui fait un total de 2,65 € par m³ pour l'eau non assainie et un total de 5,60 € par m³ avec l'assainissement.

Soit une augmentation de 3,18 % pour l'eau et de 3,55 % avec l'assainissement.

Là, les calculs sont faits pour 120 m³, mais la consommation moyenne est inférieure à 120 m³ sur la CABA.

Là, vous voyez à l'écran l'impact sur les recettes et sur les usagers, par an et par semestre, en fonction de la consommation annuelle.

L'évolution de la recette pour les m³ d'eau, cela représente 116 894 €, soit 2,68 %.

L'évolution de la recette pour les m³ d'assainissement, cela représente 115 515 €, soit 2,54 %.

L'évolution de la recette sur l'abonnement eau, cela représente 106 119 €, soit 6,67 %.

L'évolution de la recette sur l'abonnement assainissement, cela représente 109 422 €, soit 13,95 %.

Le total de l'évolution de la recette pour l'eau s'établit à 223 013 €, soit 3,75 %.

Le total de l'évolution de la recette pour l'assainissement s'établit à 224 937 €, soit 4,22 %.

Pour ceux qui consomment 80 m³, cela fait une évolution semestrielle de 7,67 € sur la facture pour l'assaini et 3,27 € pour le non-assaini.

Pour ceux qui consomment 100 m³, cela fait une évolution semestrielle sur la facture de 9,59 € en assaini et 4,09 € en non-assaini.

Pour ceux qui consomment 120 m³, cela fait une évolution semestrielle sur la facture de 11,51 € en assaini et 4,91 € en non-assaini.

Ces chiffres vous donnent une idée de ce que représente l'évolution des tarifs pour les usagers.

Considérons l'évolution du tarif des abonnements et du prix au m³, avec le pourcentage d'évolution entre 2024 et 2025, avec évolution des redevances.

L'évolution des redevances Agence de l'Eau à partir de 2025 serait la suivante :

- Maintien de la redevance prélèvement (0,053 €/m³ en 2025 comme en 2024) ;
- Suppression des redevances pollution domestique (0,33 €/m³) et modernisation des réseaux de collecte (0,25 €/m³) ;
- Mise en place d'une redevance consommation eau potable (0,32 €/m³) ;
- Mise en place d'une redevance performance eau potable : base à 0,35 €/m³ et un coefficient minorateur fixé à 0,2 pour 2025, soit 0,07 €/m³ ;
- Mise en place d'une redevance performance assainissement : base à 0,35 €/m³ ; et pour 2025, il y aura un coefficient minorateur fixé à 0,3, soit 0,105 €/m³.

La somme des redevances 2024 (HT) s'établissait à 0,633 €/m³ assaini et à 0,383 €/m³ non-assaini.

La somme des redevances 2025 (HT) s'établira à 0,548 €/m³ assaini et 0,443 €/m³ non-assaini. Soit une baisse des redevances pour les assainis, mais une hausse pour les non-assainis.

L'évolution 2026 pour le calcul des coefficients de performance au réel et la modification des redevances de base de l'Agence donneraient les éléments chiffrés suivants :

La redevance performance AEP passe de 0,07 €/m³ à une valeur comprise entre 0,028 et 0,14 €/m³ ; soit une stagnation ou une hausse limitée à prévoir.

La redevance performance ASST passe de 0,105/m³ à une valeur comprise entre 0,075 et 0,25 €/m³ ; soit une hausse potentiellement importante à prévoir.

Considérons l'évolution des redevances entre le système actuel et le système futur.

Actuellement, il y avait une redevance Pollution Domestique. Cela devient une redevance Consommation d'eau potable.

La redevance Modernisation Réseaux de collecte devient une redevance Performance assainissement.

La redevance MRC payée par les industriels devient une redevance Performance eau potable.

La redevance Pollution non domestique reste une redevance Pollution non domestique.

La redevance Prélèvement reste une redevance Prélèvement (sans majoration Grenelle).

Il y aura des primes pour performance épuratoire au 1^{er} janvier 2025.

En synthèse, le prix du m³ d'eau TTC non assaini passe à 2,71 €, soit 5,65 % d'augmentation.

Le prix du m³ d'eau TTC assaini passe à 5,50 €, soit une augmentation de 1,77 %.

L'évolution semestrielle serait la suivante :

- Pour 80 m³, cela fait 3,82 € de plus sur la facture pour les m³ assainis et 5,80 € de plus sur la facture pour les m³ non-assainis ;
- Pour 100 m³, cela fait 4,78 € de plus sur la facture pour les m³ assainis et de 7,25 € de plus

sur la facture pour les m³ non-assainis ;

- Pour 120 m³, cela fait 5,73 € de plus sur la facture pour les m³ assainis et de 8,70 € de plus sur la facture pour les m³ non-assainis.

M. LE PRÉSIDENT.- C'est une délibération qui est très austère, comme vous pouvez le constater, par contre qui concerne tout le monde, et c'est une évolution nationale sur le tarif de l'eau qui interroge. Le tarif pour l'eau assainie augmente très peu en pourcentage. Pour l'eau non assainie, ce sont les titulaires d'un SPANC qui subiront une augmentation très forte liée au coefficient de performance.

La présentation qui est faite, quand vous la découvrirez sur vos factures d'eau, vous repenserez que c'était absolument incompréhensible, mais que cela a un impact alors certes limité mais qui peut évoluer dans le temps en fonction du coefficient de performance. Ce coefficient de performance, cela vise à prescrire aux collectivités un traitement très vertueux de l'eau assainie. Mais, pour nos concitoyens qui ont un dispositif individuel de traitement de l'eau, c'est une augmentation sensible. Alors je ne sais pas par quel méandre intellectuel cela a pu passer parce qu'il n'y a pas de corrélation entre le montant prélevé et les remboursements portés par les agences de l'eau, mais c'est une situation où au 1^{er} janvier 2026, cela va avoir un impact fort sur la facturation de l'eau. C'est tout ce que je peux vous dire.

L'augmentation reste très raisonnable pour 2025 puisque c'est autour de 3 %, mais cela peut fluctuer beaucoup plus à partir du 1^{er} janvier 2026 compte tenu de ce coefficient de performance.

Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Je mets donc cette délibération au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 37 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Maintenant, c'est Monsieur FRECHOU qui nous présente la délibération n° 38 sur les tarifs 2025 du budget Déchets Ménagers et Assimilés et ensuite la délibération n° 39 qui porte sur une convention de coopération avec le VALTOM.

DÉLIBÉRATION N° 37 : ENVIRONNEMENT – TARIFS 2025 DU BUDGET « DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS »

Rapporteur : Monsieur Stéphane FRECHOU

(Présentation de documents sur écran)

S. FRECHOU.- Merci, Monsieur le Président. Pour rappel, les tarifs que nous votons, ce sont les tarifs que nous pratiquons pour nos clients que sont les professionnels ou les collectivités qui font appel à nous comme la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne ou la Communauté de Communes de Cère et Goul en Carladès. Nous avons la compétence « Déchets ménagers et assimilés ». Les déchets des entreprises ou des professionnels ne sont pas dans notre champ de compétences. C'est un service que nous pouvons rendre, mais nous sommes dans un système concurrentiel. C'est-à-dire que certains peuvent choisir des prestataires privés, comme TEIL ou FABRUDE sur le territoire par exemple ou d'autres prestataires extérieurs au territoire, et nous nous devons d'afficher un tarif qui soit à la fois cohérent et surtout qui ne soit pas à perte ; nous ne pouvons pas subventionner de manière détournée les entreprises par ce biais-là. C'est pourquoi nous tâchons d'essayer de facturer à l'euro/l'euro chaque année le coût de nos prestations.

Il y avait des tarifs qui avaient été fixés il y a assez longtemps avec un index d'évolution qui est devenu un peu désuet du fait de l'inflation et des évolutions récentes. Il a donc fallu retravailler un peu tout cela. Les services ont remouliné un peu tous les tarifs, vous les verrez dans le dernier tableau.

Nous allons d'abord voir la méthode qui a permis de fabriquer des tarifs qui soient un peu

plus fiables.

La première démarche a été la fiabilisation du pont-bascule parce qu'évidemment, quand nous voulons facturer au réel, il faut que nous ayons les bonnes pesées. Il y a donc eu tout un travail sur le suivi des déchets entrants et sortants. Il y a eu la mise en place d'une borne.

Nous allons mettre un contrôle d'accès pour les professionnels au pont-bascule, de manière à mieux tracer qui rentre et qui sort, et qui est vraiment professionnel et qui ne l'est pas, avec un professionnel qui assure un suivi quotidien et une mise en place d'une double pesée systématique pour éviter les erreurs.

Et puis, nous avons fiabilisé les factures pour éviter que cela ne rouspète de trop quand les gens s'apercevaient qu'ils ne payaient par le passé pas assez.

Qu'est-ce qui est facturé ?

Il y a le transfert des OMr. Cela, c'est ce que nous payons à notre prestataire LHERITIER chaque mois, qui augmente de 5,69 €/tonne parce que nous faisons aussi partir par notre prestataire les déchets par exemple de la Communauté de Communes de Cère et Goul en Carladès.

Pour le traitement, c'est la même chose. Pour les Communautés de Communes pour lesquelles nous assurons le service, nous avons réactualisé la refacturation de la TGAP.

Et puis, pour les autres clients professionnels qui viennent à l'Yser sur le pont-bascule, nous avons mis en place une facturation de l'utilisation du pont, ne serait-ce que pour qu'ils puissent participer un peu aux investissements qu'ils utilisent, et puis pour que nous fiabilisions aussi le système avec un contrôle d'accès et une facturation de la pesée.

Le nouveau tarif pour les professionnels qui viennent en déchetteries est de 18,72 € le mètre cube.

Par contre, nous maintenons la gratuité pour les apports des collectivités de la CABA, en l'occurrence des mairies, qui viennent apporter quelques déchets régulièrement.

Une nouveauté cette année. Nous avons travaillé en commission sur la mise en place de la gratuité pour l'enlèvement des bacs dans les domaines événementiels, uniquement pour les associations ou les collectivités, c'est-à-dire les mairies, ou les associations qui sont liées de très près aux mairies comme les comités des fêtes ou les associations de parents d'élèves, mais dans le cadre d'un contrat donnant/donnant ; c'est-à-dire qu'il faut qu'ils s'engagent à mieux trier, à participer à la communication du tri envers leurs festivaliers ou les gens qui participent à leurs fêtes. Une charte leur sera proposée, et il faudra qu'ils aient aussi des actions de sensibilisation sur le terrain. C'est une opération que nous avons expérimentée sur Ytrac avec le Comité des Fêtes, qui fonctionne très, très bien. Nous avons des retours très positifs en termes de pourcentage de tri par rapport aux OMr. Nous allons donc le généraliser cette année.

Voilà ce que je pouvais dire sur les tarifs pour nos clients.

M. LE PRÉSIDENT.- Merci, Stéphane. Y a-t-il des questions sur ces tarifs de facturation ? Je rappelle que ce sont des prestations que nous assurons en fonction des demandes que nous avons. Ce ne sont pas des prestations obligatoires. C'est le libre choix du client ; il peut s'adresser à d'autres organismes – Stéphane en a cité deux : l'entreprise TEIL et l'entreprise FABRUDE – qui peuvent traiter ces déchets.

Pas de questions. Je mets cette délibération au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 38 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

La délibération suivante, c'est toujours M. FRÉCHOU qui la présente. Il s'agit de la convention de coopération avec le VALTOM.

DÉLIBÉRATION N° 38 : ENVIRONNEMENT – CONVENTION DE COOPÉRATION POUR LA PRISE EN CHARGE DE LA VALORISATION DES ORDURES MÉNAGÈRES RÉSIDUELLES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'AURILLAC ET DES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DE CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS ET DE LA CHÂTAIGNERAIE CANTALIENNE SUR LE PÔLE DE VALORISATION VERNEA

Rapporteur : Monsieur Stéphane FRECHOU

(Présentation de documents sur écran)

S. FRECHOU.- Il s'agit de la nouvelle convention avec le VALTOM et de l'évolution du travail partenarial que nous faisons avec ce syndicat.

Une petite présentation déjà du VALTOM pour que vous sachiez que ce n'est pas simplement l'incinérateur VERNEA avec lequel nous travaillons. C'est à la fois :

- un centre de tri pour les emballages ;
- des plates-formes de compostage ;
- bien sûr l'incinérateur ;
- et trois sites de stockage/d'enfouissement des déchets ultimes.

Quelques données sur le pôle VERNEA.

Il y a du compostage qui est fait sur place, de la méthanisation, du tri mécanique et de la valorisation énergétique.

Ils produisent environ 6 000 tonnes de compost et de l'énergie électrique pour 85 000 habitants.

Il y a 28 500 tonnes de mâchefer qui sont ensuite utilisées en sous-couche routière. Ce tri mécanique permet de réduire de 35 % l'enfouissement des déchets.

La convention précise des obligations pour chacune des parties.

Les obligations pour le VALTOM sont les suivantes :

- une durée d'un an pour 2025 avec une reconduction possible ;
- l'accueil des OMr des 3 EPCI (Communauté de Communes de Cère et Goul en Carladès, Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne et CABA) ;
- le traitement de 100 % des déchets accueillis ;
- une obligation de tonnage pour l'année qui vient de 8 000 tonnes.

Les obligations pour les 3 EPCI en échange sont les suivantes :

- la réalisation d'une étude sur l'optimisation environnementale du transport des OMr des 3 EPCI. C'est le travail que nous menons notamment sur la question ferroviaire, mais pas que, sur ce point ;

- l'organisation de la collecte et du transport des OMr en privilégiant les véhicules GNV. Pour l'instant, nous utilisons des véhicules qui roulent au GNV pour expédier nos déchets au VALTOM. L'idée, c'est d'étudier peu à peu comment nous pouvons équiper nos camions-bennes de ce carburant-là pour que la collecte aussi ait moins d'impact sur notre environnement ;

- garantir la qualité des OMr que nous envoyons au VALTOM ; cela veut dire extraire le maximum de déchets qui peuvent en être extraits.

Nous avons commencé à travailler avec le VALTOM en 2023. Nous leur envoyons 3 000 tonnes à l'époque.

Nous avons un objectif de 8 000 tonnes en 2025.

L'objectif de 2026, c'est 10 000 tonnes.

Et puis, il s'agira de monter très vite à 15 000 tonnes avec l'objectif à la fois de notre côté de réduire les volumes et d'augmenter – vous le comprenez – l'accueil au VALTOM des déchets ultimes ; ce qui fera qu'à terme, ils reprendront, si ce n'est l'entièreté, la grande majorité de

nos déchets.

Vous avez compris que c'est un partenariat important. Nous avons revu avec M. le Président, Monsieur BATTUT – Président du VALTOM récemment pour acter l'inscription dans la durée de ce partenariat. Nous avons un accord de principe et je dirais un travail de confiance qui s'est établi entre les équipes – et je remercie M. BERTRAND et M. MEZZALIRA, le Directeur du VALTOM – et les élus puisqu'un travail en confiance s'est établi avec les Élus du Grand Clermont. C'est donc plutôt confortable comme partenariat, et nous allons l'approfondir.

M. LE PRÉSIDENT.- C'est un sujet important, même si là aussi il est aride. Je rappelle qu'il y avait eu, notamment dans les médias nationaux, une stigmatisation des choix de la CABA sur une incompréhension structurelle de notre incapacité à avoir notre propre centre d'enfouissement ou d'incinération, en sachant que cela supposait un tonnage suffisant où il aurait fallu faire venir des dizaines de milliers de tonnes de déchets de l'extérieur.

Le choix qui a été fait, que ce soit un transport de déchets à Montech ou un transport de déchets au VALTOM, c'est un choix de raison pour les contribuables, comme pour l'environnement local.

Le choix ou la bascule que nous faisons vise à réduire l'enfouissement tout en privilégiant l'incinération. Cette inversion de la courbe qui montrait le tonnage qui était envoyé au VALTOM et le tonnage qui était envoyé à la DRIMM, à Montech, fait que nous avons obtenu ce que nous souhaitons, sans devoir créer un centre de proximité où il aurait fallu, pour traiter nos 18 000 tonnes, rentrer au moins des dizaines de milliers de tonnes de l'extérieur.

Nous devons remercier, comme tu l'as dit, le VALTOM de nous avoir accepté parce que l'enfouissement à Montech va être supprimé progressivement, d'ici trois ans.

Le VALTOM s'est engagé à monter le plus haut possible sa capacité d'accueil pour absorber nos déchets, même si nous n'avons pas la continuité géographique. Je rappelle que le VALTOM, c'est un syndicat de traitement des déchets. Nous ne pouvons pas rentrer dans le syndicat parce que nous n'avons pas la continuité géographique. Mais, en tout cas, nous avons contractualisé avec ce syndicat en nous engageant à livrer les 8 000 tonnes aux périodes qu'ils souhaitent parce que, comme ils incinèrent les déchets, ils créent de la chaleur notamment pour les hôpitaux et Clermont Nord, et ils ont besoin de la chaleur quand il fait froid. Nous sommes donc engagés à livrer les déchets à certaines périodes.

Si vous avez des questions, c'est le moment de vous exprimer. Sébastien a la parole.

S. PRAT.- Merci, Monsieur le Président. C'est une bonne chose, je crois, d'avoir cette trajectoire de gestion de nos déchets vers le VALTOM. Stéphane FRECHOU faisait référence à l'exutoire ferroviaire pour la suite. Alors cela ne se fera pas demain matin bien entendu. Nous avons déjà commencé à travailler à ces questions et il est intéressant de poursuivre ce travail dans l'avenir.

Le Syndicat VALTOM d'ailleurs que nous avons reçu en Bureau est aussi intéressé. Ses sites de traitement peuvent se trouver à proximité de voies ferroviaires. Alors c'était compliqué déjà auparavant de travailler à cet exutoire ferroviaire. Cela va le devenir de plus en plus puisque le seul opérateur qui est encore un peu public, Fret SNCF, est en train d'être démantelé en janvier 2025. Si nous n'avons pas de possibilité publique pour transporter nos déchets par fret, nous allons devoir les confier au privé et nous savons que le privé a des stratégies de bénéfices et de dividendes, et pour les territoires comme le nôtre, cela risque d'être compliqué. En tout cas, il faut quand même que nous essayions de travailler sur cette possibilité pour l'avenir à moyen terme disons puisque le court terme risque d'être compliqué dans cette perspective.

M. LE PRÉSIDENT.- Y a-t-il d'autres questions ? Monsieur MARIOU, vous avez la parole.

P. MARIOU.- Merci, Monsieur le Président. La délibération précise un futur proche. Donc,

si je comprends bien, d'ici trois ans, les OMr des trois collectivités, CABA, Cère et Goul et Châtaigneraie, partiraient au VALTOM. C'est bien cela, au maximum d'ici trois ans ?

M. FRECHOU.- Pas intégralement. Vous avez remarqué que nous visons 10 000 tonnes pour 2026. Nous en produisons 18 000. Nous sommes sur une trajectoire de réduction des volumes, mais nous n'allons pas réduire nos déchets de 8 000 tonnes d'ici 2026.

En outre, il y a des périodes dans l'année où le VALTOM ne fonctionne pas parce qu'il y a des périodes de maintenance, notamment en été. Il y a donc des périodes dans l'année où soit il faudra qu'ils acceptent de stocker nos déchets sur leurs zones de stockage mais qui sont déjà relativement saturées sur ces périodes d'extinction du four, soit il faudra que nous continuions – et je pense que c'est comme cela que nous allons faire – à fonctionner avec le groupe Séché Environnement pour qu'il puisse accueillir une partie de nos volumes sur les périodes où ils ne peuvent pas être pris à Clermont. Alors, après, est-ce que ce sera toujours Montech ou un centre plus proche puisqu'il se parle de l'Aveyron ? Nous n'en savons rien, nous ne sommes pas du tout encore au fait de la stratégie industrielle du groupe Séché et de la façon dont cela fonctionne. En tout cas, c'est aussi un partenariat de longue date et nous n'allons pas totalement l'effacer parce qu'il faut garder cette poire pour la soif.

Mais l'objectif c'est bien d'arriver à envoyer au VALTOM 10 000 tonnes en 2026 et 15 000 tonnes deux ans plus tard. Après, si nous arrivons nous-mêmes à réduire nos volumes comme nous l'imaginons avec toute la politique volontariste que nous menons, il restera très peu de déchets à enfouir chez le groupe Séché.

P. MARIOU.- Merci.

M. LE PRÉSIDENT.- Et je rappelle qu'il s'agit des OMr. Le tri est toujours envoyé dans le Lot. Il faut le préciser parce que, parfois, il y a des confusions.
Monsieur NICOLAS, vous avez la parole.

JP. NICOLAS.- Merci, Monsieur le Président. Je voudrais rappeler que cette collectivité avait été précurseur en d'autres temps quand il avait été proposé – et il est dommage que nous ayons perdu toutes ces années – de l'incinération sur notre territoire. À l'époque, c'était faisable. Aujourd'hui, cela ne l'est plus pour d'autres motifs et d'autres raisons de rentabilité. Mais il est quand même regrettable que nous ayons perdu toutes ces années ou qu'aujourd'hui, avec le bilan carbone que cela peut procurer et le nombre de véhicules que nous faisons déplacer pour amener les ordures ailleurs, c'est quand même un peu dommage. Voilà ce que je voulais faire remarquer aujourd'hui.

M. LE PRÉSIDENT.- Oui, mais, bon, vous avez vu comment cela a fini pour le maire de la Commune qui acceptait d'accueillir une installation. Je pense que, là, pour le coup, il vaut mieux utiliser les structures existantes pour la paix civile entre autres.

F. GODBARGE.- À l'époque, les conclusions étaient les mêmes. L'État et l'ADEME ne souhaitaient pas participer parce que nous n'avions pas les volumes de collecte suffisants. Nous revenions aux mêmes conclusions qu'aujourd'hui. Nous n'aurions pas eu des financements si nous avions voulu faire l'investissement nous-mêmes et nous serions arrivés à des coûts totalement déraisonnables.

M. LE PRÉSIDENT.- C'est une délibération importante, même si elle est ardue. S'il n'y a pas d'autres observations, je vais la mettre au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 39 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Nous passons maintenant à quelque chose de plus joyeux, en tout cas je l'espère : il s'agit de

l'approbation de la charte du Pôle des Mobilités Durables portée par l'AFAPCA. Monsieur PRAT, vous pouvez présenter cette délibération.

DÉLIBÉRATION N° 39 : TRANSPORTS – APPROBATION DE LA CHARTE DU PÔLE DES MOBILITÉS DURABLES PORTÉE PAR L'AFAPCA

Rapporteur : Monsieur Sébastien PRAT

S. PRAT.- Merci, Monsieur le Président. L'AFAPCA est une association Loi 1901, dont nous avons d'ailleurs des éminents membres de son conseil d'administration parmi nous. Cette association intervient notamment sur le volet « Mobilités solidaires et inclusives ». L'AFAPCA a porté une école de conduite, a porté un certain nombre d'initiatives et notre Collectivité coopère déjà avec cette association via un partage d'informations, via aussi l'animation du Challenge Mobilités chaque année, et par une convention de partenariat que nous avons signée il y a plusieurs Conseils Communautaires de cela avec une subvention.

En 2023, l'AFAPCA avec le CPIE de Haute Auvergne, Handicap et Société et deux conseillers indépendants en mobilité se sont réunis en collectif et ont créé le Pôle des Mobilités Durables qui a pour objectif d'accompagner les acteurs de la mobilité à l'échelle du département avec 4 grandes missions :

- assister les partenaires dans l'expérimentation et le déploiement de solutions de mobilité ;
- valoriser les réussites et l'engagement de tous sur les enjeux de mobilités ;
- conseiller et coordonner les projets ;
- sensibiliser et accompagner les changements.

Afin de délimiter l'action de ce Pôle, son fonctionnement et sa gouvernance, il a été établi une charte du Pôle des Mobilités Durables qui nous est proposée à la signature ce soir. Notre Collectivité qui est Autorité Organisatrice des Mobilités n'est pas omnisciente ; nous ne pouvons pas tout faire ; nous avons besoin de partenaires et l'AFAPCA en est un important depuis le début du mandat, et l'était même avant ce mandat, et nous aurons peut-être aussi besoin de ce partenariat dans l'avenir – cela a été dit en Commission Transports – pour peut-être des projets notamment sur le transport des personnes à mobilité réduite (TPMR).

Il est donc proposé ce soir, en soutien et pour participer aussi à ce Pôle des Mobilités Durables, de signer cette charte.

M. LE PRÉSIDENT.- Y a-t-il des demandes de renseignements sur cette délibération ? Non. Je mets donc cette délibération au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 40 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Monsieur PRAT, vous pouvez présenter la délibération suivante pour faire le lien avec le Schéma des Mobilités.

DÉLIBÉRATION N° 40 : TRANSPORTS – APPROBATION DU SCHÉMA COMMUNAUTAIRE DES MOBILITÉS DE LA CABA VALANT PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ

Rapporteur : Monsieur Sébastien PRAT

(Présentation de documents sur écran)

S. PRAT.- Pour satisfaire Philippe FABRE, j'essaierai d'être synthétique mais je ne suis pas sûr de l'être parce que c'est un temps fort, un moment assez important de notre Collectivité,

qui est le rendu de ce Schéma Communautaire des Mobilités.

Tout ceci est parti d'abord d'une démarche volontaire de la CABA qui est issue de notre Projet de Territoire. Autrement dit, on ne nous a pas forcés pour faire ce Schéma Communautaire des Mobilités, nous l'avons fait parce qu'il y avait un besoin et des enjeux de répondre aux besoins de mobilité de nos populations.

Nous voulions d'abord répondre aux besoins sociaux puisque, nous le savons, le budget des familles est de plus en plus tendu et la part du budget Mobilités dedans est de plus en plus importante.

Nous avons voulu répondre aussi à un besoin écologique puisque nous avons besoin de décarboner l'ensemble de nos mobilités, en tout cas le plus possible.

Et puis, nous avons en tête d'arriver à réduire, du moins à maîtriser la part de la voiture individuelle dans nos déplacements, et surtout dans le centre ou hyper centre Aurillac/Arpajon-sur-Cère, tout en menant un travail conjoint consistant à développer des mobilités alternatives et des solutions de mobilité alternatives à l'utilisation de ces véhicules individuels.

C'est pourquoi, de novembre 2022 à juillet 2024, nous nous sommes astreints à construire ce schéma qui a évolué en trois phases :

- une première phase d'enquête et de diagnostic ;
- la deuxième phase d'enjeux et d'orientations ;
- et enfin la troisième phase de plan d'actions.

Il y a eu un fil rouge, mais je vais y revenir tout à l'heure, cela a été, lors de ces trois phases, la concertation la plus fine possible avec tout le territoire, mais j'y reviendrai.

Je vais d'abord parler du diagnostic. Nous avons besoin, pour commencer ce schéma, d'avoir un portrait du territoire, d'avoir un état des lieux des déplacements sur notre collectivité.

Vous avez quelques chiffres sur la diapositive qui s'affiche à l'écran. Nous savons que la CABA est attractive au-delà de ses frontières propres.

Aurillac concentre 80 % tout de même des emplois de notre Communauté d'Agglomération et la part modale de la voiture est évaluée à plus de 80 % pour les déplacements domicile-travail ; ce qui est quand même important. Nous avons vu – nous n'avons peut-être pas besoin de cela pour le voir – qu'Aurillac et Arpajon-sur-Cère étaient un pôle très attractif de notre Communauté d'Agglomération.

Quelques chiffres qui sont intéressants. Ce sont 13 000 actifs qui résident dans la CABA et qui se rendent tous les jours sur Aurillac pour travailler, et quotidiennement, en voiture, et ce sont 4 600 navetteurs par jour qui viennent des Communautés de Communes extérieures, en l'occurrence la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne, la Communauté de Communes de Cère et Goul, et la Communauté de Communes du Pays de Salers, pour venir travailler sur Aurillac et la CABA.

Nous voyons qu'il y a des profils et des besoins de mobilité qui sont différents, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de notre Collectivité, et nous avons déjà besoin à ce stade d'une stratégie de mobilité avec un bouquet de services, et surtout de ne pas opposer les mobilités entre elles. Nous avons besoin de toutes les mobilités pour permettre de répondre aux besoins.

La concertation, cela a été un fil rouge important qui s'est déroulé en deux grandes étapes.

Elle s'est déroulée d'abord sur la phase n° 1 avec la construction d'un questionnaire à l'ensemble de la population de notre Collectivité, distribué dans toutes les boîtes aux lettres avec des questions ouvertes, afin de connaître les besoins et les pratiques des usagers des transports et des habitants. Il y a eu au total plus de 1 000 réponses sur ce questionnaire, ce qui est tout de même très intéressant et assez important pour pouvoir travailler.

Il y a eu aussi des ateliers de concertation que nous avons souhaité mener dans les 4 sous-bassins de notre Collectivité et dans les quartiers aurillacois.

Il y a eu aussi des temps de concertation avec nos collègues, les élus des sous-bassins, qui connaissent le territoire, mais aussi avec les professionnels du transport, les associations et les acteurs locaux des mobilités.

Nous sommes revenus, en phase 2, dans les sous-bassins et les quartiers d'Aurillac pour refaire les ateliers, pour présenter le diagnostic. Ces ateliers ont été assez enrichissants et intéressants. Il y a eu quand même des gens qui y sont venus pour échanger sur les besoins, les pratiques, les freins à la mobilité et les dysfonctionnements. Cette concertation est importante parce que cela nous a permis de donner de la matière au contenu du schéma. La concertation plus le diagnostic que nous avons vu précédemment ont construit ce Schéma des Mobilités sur 4 grandes orientations avec 20 actions qui sont devenues plus tard 10 actions prioritaires après le Comité de Pilotage, et en sachant que 3 échelles territoriales ont été retenues dans ce Schéma des Mobilités.

Les 4 grandes orientations qui ont été choisies à l'issue de cette concertation et de ce diagnostic ont été les suivantes :

- 1^{ère} orientation : mailler le territoire en points d'intermodalité en complément avec le Pôle d'Échange Intermodal qui est un petit peu de cette veine-là sur Aurillac ;
- 2^{ème} orientation : réorganiser bien entendu l'offre de transport collectif de la STABUS ;
- La 3^{ème} orientation a été de conduire les actions partenariales avec nos partenaires, autorités organisatrices des mobilités que sont la Région, l'État et a minima le Département ;
- 4^{ème} orientation : accompagner le changement de pratique de la voiture individuelle vers une mobilité plus durable.

Il y a aussi trois échelles territoriales qui se sont fait jour – je le disais il y a quelques instants, ce sont un petit peu les échelles territoriales de mobilité – avec :

- un noyau urbain Aurillac/Arpajon-sur-Cère ;
- une première couronne aurillacoise avec les communes « Petites Villes de Demain » que sont Sansac-de-Marmiesse, Saint-Paul-des-Landes, Vézac, Saint-Simon, Jussac, Naucelles, et nous avons rajouté Giou-de-Mamou qui n'est pas une Petite Ville de Demain, mais qui fait partie de la première couronne aurillacoise ;
- et un troisième cercle de communes un peu plus excentrées de notre collectivité.

Je vais détailler synthétiquement les quatre orientations.

L'orientation 1 qui est ressortie est de mailler le territoire de points d'intermodalité, c'est-à-dire de structurer le territoire en lien avec nos échelles territoriales en points d'interconnexion et d'intermodalité. Le premier étant – je l'ai dit – le Pôle d'Échange Intermodal que nous avons inauguré au début du mandat, qui est l'archétype même de l'intermodalité, permettant de passer d'un mode de transport à l'autre.

Il est donc proposé, en fonction de l'échelle territoriale :

- de construire ces points-là ;
- de créer 5 parkings relais sur le noyau urbain correspondant aux 5 pénétrantes d'Aurillac-Arpajon-sur-Cère ;
- sur la première couronne, les communes « Petites Villes de Demain » et Giou-de-Mamou, de construire des points multimodaux sur un peu le même schéma, peut-être un petit peu moins étoffé que les parkings relais, mais en ayant, pourquoi pas, des stationnements pour vélos, des possibilités de covoiturage, des arrêts de transport en commun bien entendu, des itinéraires cyclables ;
- et enfin, sur les communes excentrées constituant la deuxième couronne, de constituer des lieux de rencontre où les personnes qui se déplacent pourront stationner un vélo ou avoir un arrêt de transport en commun ou des places de covoiturage, selon les besoins.

Sur cette orientation-là, l'ensemble de ces points doit être évidemment connecté au réseau de

transports, au réseau cyclable et au réseau de covoiturage.

L'orientation 2 consiste à réorganiser l'offre de transport collectif, intégrant les trois échelles territoriales, à réinterroger l'urbain et le périurbain avec les parkings relais, les points multimodaux et les lieux de rencontre pour établir un service optimisé avec plus de fréquence dans la première couronne aurillacoise pour desservir ces points multimodaux et un transport à la demande zonal le cas échéant dans les communes excentrées, alors qu'aujourd'hui nous n'avons qu'une ligne régulière le matin et le soir qui répond peu aux besoins des actifs de ces zones.

Sur l'orientation 3, trois actions prioritaires ont été définies :

- Une première action consiste à promouvoir les plans de mobilités Employeur, et en premier lieu, ceux de nos collectivités ;
- Ensuite, une attention particulière sur le covoiturage avec, pourquoi pas, une incitation financière à ceux qui covoiturent, l'application Mov'ici et la création dès le premier semestre 2025 d'une ligne virtuelle de covoiturage sur le secteur de Saint-Cernin - Jussac et Naucelles ;
- La réalisation d'un schéma directeur des infrastructures cyclables permettant de relier les communes à Aurillac et aussi aux pôles d'emplois.

La dernière orientation était celle des actions partenariales que nous devons avoir avec l'État, la Région et le Département. Dans cette orientation-là, il nous est apparu essentiel de questionner la desserte ferroviaire de notre territoire. Alors le déplacement en train, ce n'est pas une compétence de notre collectivité, mais nous voyons bien que nous avons une opportunité avec trois lignes ferroviaires sur notre territoire desservant Maurs, Laroquebrou et Vic-sur-Cère. Ces dessertes de lignes ferroviaires sont peu adaptées et aux scolaires et aux actifs, alors que nous pourrions avoir des opportunités énormes dans les déplacements pendulaires des populations.

Il a donc été décidé de travailler à cette action afin d'améliorer la desserte ferroviaire pendulaire des scolaires et des actifs.

Dernière slide. Il a fallu bien entendu programmer ces actions, avoir un phasage, une structure, sachant que l'ensemble de ce schéma est évidemment intéressant, mais chaque action doit être menée en complémentarité avec l'autre, et nous ne pouvons pas pousser par exemple la réalisation de parkings relais sans pousser la réalisation du covoiturage ou du Schéma Directeur Cyclable puisque tous ces éléments font un tout et nous devons travailler sur l'intermodalité la plus complète.

Je vais évoquer quelques actions que nous avons déjà débutées :

- D'abord, la réalisation du Schéma Cyclable. Une indiscretion est parue dans *La Montagne* il y a quelques semaines ; nous avons choisi le bureau d'études EVO PODS qui va nous aider à construire ce schéma et cette étude, qui va démarrer en janvier 2025 ;
- L'étude sur le covoiturage. Au premier semestre 2025, nous allons créer la ligne virtuelle de Saint-Cernin/Jussac/Naucelles et travailler au développement de l'application Mov'ici et à une éventuelle incitation financière sur ce covoiturage ;
- La restructuration du réseau de transport en commun qui débute, puisque des groupes de travail dans notre SPL STABUS ont commencé à se mettre en place avec un travail avec le service Transports de la CABA et évidemment la Région puisque nous travaillons à la mutualisation et à l'augmentation des dessertes conjointement ;
- Nous allons – c'est là où j'annonce le tour des communes début janvier et février 2025 – identifier les possibilités foncières, les lieux, les localisations des parkings relais, puis des points multimodaux dans les communes, et enfin des lieux de rencontre. Nous allons nous déplacer pour voir l'ensemble des communes et regarder où il est possible de prévoir toutes ces implantations et là où le Bureau d'études a déjà pisté des localisations ;
- Enfin, une dernière chose sur le ferroviaire. Un courrier cosigné de M. le Président, Pierre MATHONIER pour la CABA, Michel TEYSSEDOU pour la Communauté de Communes de la

Châtaigneraie Cantalienne, Dominique BRU pour la Communauté de Communes de Cère et Goul et Didier ACHALME pour la Communauté de Communes des Hautes Terres est parti à destination du Vice-Président de la Région aux Transports, Frédéric AGUILERA, pour demander l'augmentation de cette desserte ferroviaire sur notre territoire. C'est un courrier assez complet qui est parti en septembre, et je crois que nous n'avons pas encore de réponse. Nous l'attendons parce que cela peut être un plus intéressant sur ce Schéma des Mobilités que nous avons construit.

Juste avant de conclure, j'aimerais quand même remercier évidemment le Bureau d'études et le CPIE qui nous ont accompagnés, mais aussi Marlène DOUDIES et Léa NAVARRO du Service des Transports qui ont beaucoup travaillé sur ce schéma, aussi mes collègues Élus puisqu'il y a eu beaucoup de monde aux ateliers de sous-bassins, dans les ateliers de concertation, la population et l'ensemble des acteurs qui y ont participé.

Le mandat précédent, cela a été l'occasion de construire le Pôle d'Échange Intermodal, de faire voir ce qu'était l'intermodalité dans les transports.

Ce mandat a été l'occasion de construire ce schéma qui n'est pas une mince affaire. Il s'agit de montrer une autre vision des déplacements qui est vraiment calée sur les besoins et les pratiques fines de la population, et nous allons mettre en œuvre sur ce mandat un premier jet d'actions qui est positif.

Le mandat prochain sera l'occasion de le mettre en œuvre complètement, en tout cas je l'espère, et cela pourra se faire à deux conditions :

- Nous serons dépendants d'abord du Budget Transports et de ce que nous en ferons, de la façon dont nous choisirons les orientations et les possibilités financières dans le contexte des collectivités que nous connaissons ;

- Mais cela dépendra aussi du niveau auquel l'État est capable de nous aider pour assurer ces missions-là, puisque l'ensemble des Collectivités et Autorités Organisatrices des Transports sont en déficit parce que nous avons besoin du soutien de la Région, de l'État et aussi de l'Europe pour pouvoir mener à bien nos politiques. C'est la prochaine bataille politique qui s'ouvre notamment (puisque'il n'y a pas qu'elle) pour réussir à mettre en œuvre nos orientations en termes de mobilités.

Voilà, je crois que ce schéma-là est très étoffé et très complet et permet vraiment de répondre aux besoins de mobilité de nos populations et de créer un vrai service public des mobilités avec l'ensemble des modes de transport en n'en oubliant aucun ; enfin, si, il y a aussi l'avion mais ce n'est pas très pratique de faire le trajet Velzic-Aurillac en avion...

En tout cas, cela a été une grande fierté en tant qu'Élu et vice-président de pouvoir présenter ce schéma et de voir, j'espère, déjà les premières actions se mettre en œuvre avant la fin du mandat.

M. LE PRÉSIDENT.- Merci, Sébastien, pour cette présentation très complète de ce sujet qui a occupé effectivement un nombre important d'années de ce mandat.

Y a-t-il des questions sur ce sujet ? Monsieur FABRE, vous pouvez intervenir.

P. FABRE.- Je crois que les mobilités sont effectivement au cœur de nos préoccupations et surtout au cœur des préoccupations de tout un chacun.

Peut-être, pour éclairer un peu ma gouverne, je vois que c'est l'entreprise LEE SORMEA qui a réalisé le schéma, LEE SORMEA étant une filiale de VINCI, je souhaiterais avoir une idée du coût de cette étude.

Et puis, après, sur un aspect un peu plus opérationnel, je pense que sur notre territoire, ce qui nous fait beaucoup défaut, ce sont les aires de covoiturage tout simplement dignes de ce nom. Elles existent. Tout à l'heure, nous parlions de Giou-de-Mamou. Effectivement, ce sont des types d'infrastructures qui sont absolument nécessaires si nous voulons organiser les mobilités pour organiser de manière rationnelle le stationnement, mais aussi le covoiturage. Je crois que ce type d'infrastructures, pour l'instant, nous fait défaut. Mais nul doute que ce

schéma permettra la réalisation d'actions concrètes. C'est donc sûrement un pas important.

S. PRAT.- Pour les aires de covoiturage, je ne sais pas si j'ai été très complet, nous allons construire des parkings relais et des points multimodaux dans la couronne aurillacoise. C'est pour cela d'ailleurs que nous avons rajouté Giou-de-Mamou puisque c'est une entrée vers le territoire aurillacois. Nous allons réaliser aussi les lieux de rencontre.

Le coût du schéma a été d'environ 110 000 €.

M. LE PRÉSIDENT.- Les opérations de concertation ont duré quand même un certain nombre d'années. Cela a coûté environ 110 000 €.

Après, pour compléter les propos de Sébastien, le Schéma ne sera mis en place que si nous avons du foncier mis à disposition, que ce soit par les Communes ou par le Département, afin que nous puissions organiser ces parkings relais. Je pense qu'il faut être très clair là-dessus parce que nous ne ferons pas des parkings silos. Il faut que nous ayons du foncier disponible. Cela peut se faire très rapidement s'il y a déjà des structures que nous pouvons qualifier en mettant quelques services, que ce soient des locaux à vélos ou des équipements de type abribus pour les arrêts de bus ou de cars. Tous ces équipements qui vont structurer ces aires de covoiturage ou ces parkings relais auront chacun des équipements nécessaires pour agrémenter et rendre ces aires opérationnelles. Mais cela passe par la période janvier-février pour la rencontre dans les communes pour voir sur quels espaces nous pouvons réaliser ces parkings.

Au budget, il y aura une somme allouée pour justement créer les parkings relais avec les équipements. Des modalités financières seront précisées pour le soutien, dans chaque commune, à la réalisation de ces équipements.

S'il n'y a pas d'autres questions, je mets cette délibération aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 41 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Nathalie GARDES nous présente la délibération n° 42.

DÉLIBÉRATION N° 41 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'AURILLAC – CHANGEMENT DE DÉNOMINATION
Rapporteur : Madame Nathalie GARDES

N. GARDES.- Pour compléter les propos de M. le Président, je voulais préciser que cette délibération est l'aboutissement d'un travail mené avec l'agence Double Salto comme cela a été précisé en début de Conseil, mais cela a fait aussi l'objet d'un travail au sein d'un groupe qui s'est mis en place depuis plusieurs mois. Ce groupe de travail était ouvert aux élus de toutes les communes. Merci en tout cas à tous ceux qui ont travaillé dans ce groupe.

La CABA est un E.P.C.I. créé en novembre 1999, composé initialement de 6 communes, pour atteindre les 25 actuelles en 2012.

Parallèlement, les statuts déterminant les compétences de la CABA ont évolué en privilégiant le consensus politique et une dynamique de développement du territoire. La définition de l'intérêt communautaire lié à certaines de ces compétences a de plus permis de préciser l'étendue des missions de la CABA, ceci dans une volonté de respect du principe de spécialité gouvernant les actions de l'EPCI en parallèle de l'intérêt communal. Il s'agit, là, de l'illustration des actions complémentaires menées à la fois par les 25 Communes et par la CABA dans une volonté d'intégration et de travail en commun porté par tous.

Ainsi, les statuts de la CABA actuellement en vigueur ont été approuvés unanimement par tous les conseils municipaux et entérinés par arrêté préfectoral en juillet 2022.

L'intérêt communautaire a, quant à lui, été déterminé également à l'unanimité du Conseil Communautaire par une délibération en décembre 2021.

Dans le cadre de l'élaboration du Projet de Territoire 2021-2026, l'Exécutif Communautaire a émis le souhait de faire évoluer la dénomination de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac pour effacer peu à peu l'acronyme CABA peu identifiable au-delà des frontières départementales.

L'Exécutif Communautaire et les maires des 25 Communes membres de l'EPCI ont validé, lors du séminaire des Élus du 23 novembre 2024, la nouvelle dénomination de la Collectivité : Aurillac Agglomération, pouvant être contractée en Aurillac Agglo pour une communication plus aisée.

Il est à noter que nous avons également validé ce nom en Bureau des Maires en juin de cette année.

Cette évolution identitaire s'accompagnera dans le courant de l'année 2025 du déploiement du nouveau logo ; cela sera annoncé par M. le Président le vendredi 10 janvier lors des vœux et le lundi 13 janvier lors d'une conférence de presse. Il y aura donc le dévoilement du nouveau logo et il y aura une nouvelle charte graphique également.

Outre cette modification, il est également proposé d'actualiser les statuts de l'EPCI, notamment la formalisation de la compétence facultative en matière d'orientation des jeunes et d'insertion par l'activité économique. En effet, avec la clôture délibérée ce jour par ce Conseil en groupe A du Budget Annexe du PLIE, la compétence attachée au Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi ne sera plus exercée par la Collectivité et il convient donc d'acter sa suppression dans les statuts.

Par ailleurs, nationalement, les Points d'Information Jeunesse sont devenus les Structures Locales d'Information Jeunesse. Il convient également d'actualiser cette dénomination.

Le projet des statuts communautaires ainsi actualisés est joint à la présente délibération. Il est rappelé qu'en application de différentes dispositions, le projet de statuts doit être présenté pour accord à chaque Conseil Municipal des Communes membres. Cet accord doit être exprimé dans un délai de trois mois par deux tiers au moins des conseils municipaux des Communes intéressées, représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des Communes représentant les deux tiers de la population.

Cette majorité doit nécessairement comprendre le Conseil Municipal de la Commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée ; ce qui est effectivement le cas de la Ville d'Aurillac.

À l'issue, sous réserve de l'obtention de la majorité requise, les statuts feront l'objet d'un arrêté du Préfet permettant ainsi leur entrée en vigueur effective.

Enfin, il convient de préciser que, pour les compétences subordonnées à la reconnaissance de l'intérêt communautaire, une nouvelle délibération spécifique portant définition de l'intérêt communautaire sera présentée à l'arbitrage du Conseil au terme de la procédure susdite, et au plus tard dans les deux ans suivant l'adoption de l'arrêté préfectoral.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter les statuts de l'Intercommunalité, tels qu'ils sont joints en annexe à la délibération ;

- d'autoriser M. le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à en saisir les maires de chacune des Communes membres afin qu'ils soumettent ces statuts ainsi adoptés par le Conseil Communautaire à l'avis de leur Conseil Municipal ;

- de demander à M. le Préfet du Cantal de prononcer la modification des statuts ainsi définis sous réserve de l'application des conditions de majorité requises.

Voilà ce que je pouvais dire pour présenter la délibération. Je voulais aussi remercier le Service Communication qui a vraiment été très mobilisé sur ce travail.

M. LE PRÉSIDENT.- Merci, Madame GARDES. Y a-t-il des observations, des réflexions ou des interrogations ? Monsieur NICOLAS, vous avez la parole.

JP. NICOLAS.- Merci, Monsieur le Président. Je voudrais rappeler que le nom « CABA » n'avait peut-être pas été assez signifiant par rapport à l'extérieur, mais à l'époque il avait été choisi dans le seul but d'avoir un nom institutionnel bien repéré et ancré au niveau départemental et au niveau régional. C'est l'objectif du mot « CABA ».

Je ne suis pas sûr que la dénomination « Aurillac Agglo » soit un marqueur très affirmé pour notre territoire. Déjà, en 1995, sous la présidence de M. BEC, il y avait eu une appellation Aurillac Communauté. Donc, aujourd'hui, on peut s'interroger sur le changement de nom. Ce changement de nom va impliquer beaucoup de travail. Nous ne pouvons que nous féliciter du travail réalisé au niveau du Service Communication qu'a annoncé Nathalie. Mais la charge de travail va être énorme dans le sens où ce sont tous les visuels qui vont être refaits sur les camions, sur les voitures, sur les logos. À l'heure où nous devons faire des économies, il est vrai que la question se pose de savoir si nous n'aurions pas pu différer un petit peu cette dépense qui doit être conséquente, je pense. Il n'y a aucun montant qui a été chiffré par rapport à cela, mais je pense que cela va avoir vraiment une importance au niveau du budget. Monsieur le Président, je lis dans la presse que vous vous réjouissez de la suppression de la 3^{ème} rotation de l'avion pour faire des économies. Mon intervention va dans ce sens, il n'y a pas de petites économies ; c'est dans le sens des économies que je fais cette intervention. Merci.

M. LE PRÉSIDENT.- Madame GARDES, vous pouvez intervenir.

N. GARDES.- Par rapport aux économies, il y a effectivement des choses, comme vous venez de le dire, Monsieur NICOLAS, qui vont s'enclencher par rapport à des frais pour ce qui concerne les papiers à en-tête, les totems, etc. Ce sont des choses que nous prévoyons dans le temps. Tout ne va pas se faire dans les mois et l'année à venir. Il y a des choses qui sont très vieillissantes sur le territoire. Il y a des totems vétustes. On peut parler de celui du Stade qui est vraiment dans un mauvais état, on ne sait pas de quel côté il va tomber quand le vent va souffler une prochaine fois. Ce sont des choses comme cela qui vont être remplacées en priorité.

S'agissant du papier à en-tête, nous utiliserons bien évidemment tout le papier qui reste dans les locaux avant de commencer à utiliser les nouveaux. C'est quelque chose que nous avons réfléchi. Nous essaierons de minimiser les frais, en tout cas de les étaler sur plusieurs années.

M. LE PRÉSIDENT.- Y a-t-il d'autres prises de parole là-dessus ? Non. Je rappelle que ce sujet avait été évoqué dans le cadre du Projet de Territoire ; nous considérons que, par rapport à la publicité, quand on sortait du territoire de la CABA, plus personne ne savait ce qu'était la CABA. Par exemple sur les matchs, quand nous sponsorisons un match qui a pour vocation de porter l'image de notre territoire à l'extérieur, CABA cela ne voulait pas dire grand-chose. C'est la raison pour laquelle il avait été évoqué de changer de nom dans le Projet

de Territoire. Après, cela a fait l'objet d'un travail dans un groupe de travail ; je vous assure que je n'ai pas participé à ce groupe de travail. Le choix collectif s'est porté sur cette appellation « Aurillac Agglo ».

Les visuels me semblent très corrects quand il est écrit « Aurillac Agglo ».

Pour faire le lien avec les rotations de la ligne aérienne Aurillac/Paris, je rappelle qu'une rotation, c'est une somme de 300 000 €. C'est avec satisfaction que je note que j'avais plafonné la participation de la CABA à 4,2 M€ pour trois années, et ces deux rotations supplémentaires nous entraînaient sur des dépenses que je ne souhaitais pas tenir compte tenu de la fréquentation de la ligne. Il est vrai que je me suis satisfait du réajustement des rotations. Les rotations supplémentaires qui avaient été testées n'étant pas judicieuses, elles ont été supprimées. Mais nous avons tous besoin de faire des économies.

Je vous assure que le changement progressif au niveau des visuels ne coûtera pas 300 000 €, c'est sûr.

Je mets cette délibération aux voix.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 42 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Nous passons à la dernière délibération qui porte sur l'avenant n° 2 à la convention portant création d'une entente entre les Communautés de Communes de Cère et Goul en Carladès, de la Châtaigneraie Cantalienne et la CABA pour la mise en œuvre de la GEMAPI.

DÉLIBÉRATION N° 42 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE – AVENANT N 2 À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION D'UNE ENTENTE ENTRE LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DE CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS, DE LA CHÂTAIGNERAIE CANTALIENNE ET LA CABA POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPÉTENCE « GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS » (GEMAPI)

Rapporteur : Monsieur Gérard PRADAL

(Présentation de documents sur écran)

G. PRADAL.- Le power point projeté à l'écran, plutôt que la délibération, permet de faire le point sur les travaux et l'actualité de la GEMAPI.

En première page, vous avez une pointe d'humour.

Je vous rappelle que GEMAPI signifie Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. C'est une compétence obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'objectif de la GEMAPI, c'est d'organiser et d'appliquer une gestion des milieux aquatiques à l'échelle des bassins versants pour améliorer la situation qualitative et quantitative de la ressource, des espaces naturels et préserver leurs espèces.

La GEMAPI n'est pas un service public d'entretien des rivières et des berges, il faut quand même le rappeler.

La CABA est concernée par trois bassins versants :

- la Maronne ;
- la Cère (amont) qui est le bassin versant le plus important pour nous, qui couvre la plus grande partie du territoire de la CABA ;
- la Truyère.

En ce qui concerne la gestion du Bassin de la Maronne, c'est une organisation en Entente intercommunautaire (sans la CABA pour l'instant).

Il y a un technicien milieux aquatiques depuis 2022.

Le diagnostic et le plan d'actions ont été réalisés.

La mise en œuvre des actions est en cours.

Le Bassin Versant de la Maronne, c'est tout ce qui est en jaune clair sur la carte, et la part CABA est en jaune foncé ; les communes concernées sont Ayrens, Teissières-de-Cornet, Jussac, Crandelles, Saint-Paul-des-Landes et Lascelles.

Le Bassin de la Truyère couvre une très grande surface. Au niveau de la CABA, nous ne sommes concernés que par une petite part.

Sur le bassin de la Truyère, on distingue le Bassin de la Truyère et le Sous-Bassin du Goul-Siniq.

Sur le Bassin de la Truyère, il y a plusieurs programmes préexistants sur les milieux aquatiques portés par différentes structures.

Il y a une étude de gouvernance portée par l'établissement du Bassin du Lot.

Un syndicat mixte est en cours d'élaboration. Il va être bientôt structuré.

Sur le Sous-Bassin du Goul-Siniq, il y a une organisation d'une Entente Intercommunautaire à l'échelle du bassin du Goul et du Siniq qui sera portée par la Communauté de Saint-Flour.

Il y a un technicien milieux aquatiques depuis 2024.

Le diagnostic a été réalisé.

Un plan d'actions est en cours d'élaboration.

Sont concernées pour la CABA Vezels-Roussy, Labrousse et Carlat.

Le Bassin versant qui nous concerne le plus, c'est le Bassin de la Cère (amont).

L'Entente Intercommunautaire existe depuis 2018 et elle a été renouvelée jusqu'en 2026.

Actuellement, il y a 3 agents (2 agents depuis 2019 et 1 agent depuis septembre 2024).

Un diagnostic a été réalisé sur 270 km de rivières.

Une concertation a été réalisée avec l'ensemble des acteurs.

Des animations multiples sont réalisées à destination des scolaires et des agents des collectivités.

Il y a eu la signature du Contrat de Progrès Territorial fin 2023, et le programme couvre la période de 2023 à 2027.

Il y a eu la reconnaissance d'intérêt général du plan d'actions par Monsieur le Préfet en juillet 2024.

De nombreuses assistances techniques (AMO, avis techniques, études complémentaires sur la qualité et la quantité d'eau, la biodiversité) peuvent être apportées. Les trois agents, en particulier Thomas et Armand, sont souvent sollicités pour des conseils dans les communes. Ils s'investissent beaucoup, il faut le rappeler aujourd'hui. Ce sont deux agents qui se sont beaucoup investis et le troisième agent s'investira également.

Sont concernées quasiment l'ensemble des communes de la CABA. Il n'y a que Vezels-Roussy qui n'est pas concernée par le Bassin de la Cère (amont). 24 communes sont donc concernées.

La 25^{ème} commune, c'est Vezels-Roussy ; elle n'est pas concernée, elle est juste concernée par la Truyère.

Au niveau du Bassin de la Cère (amont), quelques travaux ont été achevés ou sont en cours. Vous avez sans doute entendu parler de la restauration du boisement des berges de la Jordanne à la Ponétie, qui est une véritable réussite.

Un travail a été réalisé sur l'ancienne gravière, sur la Jordanne, à Velzic.

Le travail sur la préservation de la zone humide de Boussac à Saint-Simon a été interrompu, compte tenu des conditions climatiques actuelles.

Un certain nombre de projets sont prévus pour 2025. La liste n'est pas exhaustive, mais nous avons prévu sur 2025 les études et travaux suivants :

- la diversification des écoulements et des habitats sur le ru du Mamou à l'entrée d'Arpajon-

- sur-Cère, pour laquelle nous avons prévu 10 000 € d'études + 40 000 € de travaux ;
- une étude du plan d'eau de Vézac, où il est prévu 25 000 € pour des études ;
 - la renaturation du ruisseau de Sansac, pour laquelle nous prévoyons 37 000 € à 62 000 € de travaux ;
 - au niveau de Giou-de-Mamou, des aménagements agricoles et les restaurations des berges et de la ripisylve pour un forfait de 25 000 € ;
 - la phase 2 sur la Gravière de Velzic pour des travaux et la communication, pour laquelle nous prévoyons entre 10 000 et 35 000 € ;
 - la préservation et la valorisation des zones d'habitat d'Espinassol et Cavanhac + la concertation avec l'ADAPEI à Cueilhes. Ce serait fait en régie à hauteur de 25 000 € ;
 - la restauration de la Jordanne et de ses berges à Peyrolles, pour 30 000 € ;
 - l'effacement du seuil de Mezergues Amont sur l'Authre, pour lequel il est prévu 10 000 € ;
 - sur Velzic, une coupe de 100 mètres de peupliers et des replantations au niveau de la ripisylve, pour 4 000 € ;
 - l'effacement du seuil de GIMEL amont sur l'Authre, pour lequel nous avons prévu 18 000 € ;
 - la suppression d'un seuil sur le ruisseau de Lentat, pour 10 000 € ;
 - pour le traitement d'un embâcle dans les Gorges de la Jordanne, il est prévu 4 000 €.

Voilà ce qui est prévu pour l'année 2025. Cela a été travaillé et validé au niveau du Comité de Pilotage.

Je ne sais pas si vous avez des questions là-dessus.

M. LE PRÉSIDENT.- Merci, Gérard, pour cette présentation. Y a-t-il des questions ? Non. Il vous est donc proposé d'approuver les termes de l'avenant n° 2 qui proroge la convention portant création d'une entente entre la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne et la Communauté de Communes de Cère et Goul en Carladès pour la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, jusqu'au 30 avril 2025.

Je mets cette délibération au vote.

Y a-t-il des oppositions ? Non.

Y a-t-il des abstentions ? Non.

La délibération n° 43 est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

DÉCISIONS DU PRÉSIDENT, DU 1^{er} VICE-PRÉSIDENT ET DU BUREAU PRISES EN REGARD DE LA DÉLÉGATION ACCORDÉE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Décisions prises depuis le dernier Conseil du 14 octobre 2024

Sur les décisions qui ont été prises par le Président, le 1^{er} Vice-Président et le Bureau, dont vous avez copie dans vos dossiers, y a-t-il des questions ? Non.

Le Conseil Communautaire prend acte du compte rendu des décisions.

QUESTIONS DIVERSES

Y a-t-il des questions diverses ? Monsieur BELAÏDI, vous avez la parole.

J. BELAÏDI.- Merci, Monsieur le Président. Puisque nous venons de parler du milieu aquatique, étant donné que la CABA avait déposé plainte par rapport à la pollution de la Jordanne cet été, je voulais savoir si vous avez eu des nouvelles par rapport à l'enquête.

M. LE PRÉSIDENT.- J'ai croisé Monsieur le Procureur la semaine dernière justement. Je lui ai demandé où en était l'enquête. Il m'a dit que c'était toujours en cours. Je n'ai pas plus

d'informations en l'état actuel sur cette pollution. Mais vous savez comme moi que les affaires de pollution, cela peut durer plusieurs années avant que ce soit plaidé.

Je vais vous souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année. Nous nous retrouvons l'année prochaine pour les vœux de la CABA. Merci.

(La séance est levée à 22 h 25)

Le Président,
Pierre MATHONIER

Le secrétaire de Séance,
Sébastien PRAT